

Nous continuerons parallèlement à encourager l'Union soviétique à poursuivre les réformes préconisées par M. Gorbatchev. Une évolution réelle s'est produite dans ce pays sur des questions telles que la réunion des familles, et il importe que des nations comme le Canada favorisent des réformes effectives. J'ai été le premier ministre canadien des Affaires extérieures à visiter Moscou depuis douze ans. Le Premier ministre entretient des relations régulières avec le secrétaire général Gorbatchev. Nos pays collaborent à différents projets dans le nord, ainsi que dans d'autres domaines où nous avons des intérêts communs, et nous encourageons les entreprises économiques auxquelles participent conjointement des Soviétiques et des Canadiens. Le fait que nous soyons des alliés actifs des États-Unis peut nous aider à améliorer les relations entre les superpuissances, de même qu'il nous a permis d'influer sur les positions adoptées par les Américains dans le cadre des négociations de Genève. En qualité de voisin des deux superpuissances, ainsi que de société attachée à la liberté et résolue à faire progresser la cause de la paix, le Canada fera tout ce qui est en son pouvoir afin d'améliorer la compréhension et la collaboration entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Je voudrais enfin aborder la question des droits de la personne. Bien entendu, le Canada ne peut imposer ses normes au reste du monde, mais il peut s'efforcer de faire respecter celles que les Nations Unies ont établies, ainsi que les obligations librement acceptées par les signataires de l'Accord d'Helsinki. Le Comité mixte parlementaire spécial a invité le gouvernement à maintenir l'engagement du Canada à l'égard d'une active politique des droits de la personne. C'est ce que fait notre gouvernement qui, sur la recommandation du Comité, établira bientôt l'Institut international des droits de la personne et de l'avancement démocratique. Nous tenons de plus en plus compte de considérations relatives aux droits de la personne dans notre politique d'aide et de développement, tout en prenant soin de ne pas pénaliser ceux-là mêmes dont les droits ne sont pas respectés. En juin, j'ai eu l'honneur d'accueillir à Ottawa M. Danylo Shumuk, un Ukrainien qui, après avoir subi des années d'emprisonnement en Union soviétique pour ses opinions, a été finalement relâché, le Canada étant intervenu en sa faveur, et a pu rejoindre sa famille au Canada. Je l'ai emmené à la Chambre des communes, notre libre Parlement, et je lui ai montré les sièges de certains des députés. Lorsque je lui ai désigné celui du Premier